



Le mot du commissaire
l'insécurité alimentaire
en Afrique de l'Ouest

Le Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Afrique de l'Ouest Des systèmes d'information pour faire face aux nouveaux enjeux de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Analyse de la vulnérabilité urbaine Master Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

3

4-5

6-8

De meilleurs politiques et instruments régionaux pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Etudes pour la mise en place de la Réserve régionale de sécurité alimentaire Des opérations innovantes pour expérimenter localement et capitaliser à l'échelle régionale

Carte des opérations

Enseignements et perspectives

9-10

11-13

14

Contributeurs et remerciements

Le PASANAO est un programme financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et la Communauté Economique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Les informations sur les projets de la composante 3 sont issues d'un travail de capitalisation réalisé par le consortium ICI-Pwc, et les enseignements et perspectives sont tirés des capitalisations et évaluations du programme.

Ce document de synthèse a été réalisé par Gaëlle Perrin avec l'appui de François Doligez, Jérôme Coste, Henri Leturque (IRAM), Amadou Mactar Konaté, Borgui Yérima (ARAA), Christophe de Jaegher (AEDES/PROSPECT-CS), Roger Blein (Issala), et Bio Goura Soulé (Lares) en mai 2018.

Pour en savoir plus :

AFD: www.afd.fr CEDEAO: www.ecowas.int ARAA: www.araa.org CILSS: www.cilss.int IRAM: www.iram-fr.org

LE MOT DU COMMISSAIRE

L'insécurité alimentaire reste une préoccupation centrale en Afrique de l'Ouest. Chaque année, des crises conjoncturelles inhérentes aux chocs de l'offre agricole et aux conflits concernent des millions de personnes.

De nouveaux enjeux dans la région

Si la question des crises alimentaires a longtemps été abordée par le prisme des sécheresses dans les pays sahéliens, la crise alimentaire au Niger en 2004-05 et la flambée des prix en 2007-08, deux chocs d'origine exogène à la région- ont mis en lumière de nouveaux enjeux dans la prévention et la gestion de l'insécurité alimentaire. Tout d'abord, ces crises ont souligné la détérioration continue des conditions de vie d'une frange importante de la population rurale, liée à la croissance démographique, la faible croissance économique, la dégradation écologique, aggraves par un climat d'insécurité. Par ailleurs, la volatilité des prix nationaux, régionaux et internationaux est apparue comme une donnée cruciale dans l'approvisionnement des ménages qui dépend en grande partie du marché.

Agir à l'échelle régionale

Pour garantir l'accessibilité des produits alimentaires, l'interdépendance des pays de la région peut constituer une force, si des politiques et mécanismes pour la régulation des marchés des produits alimentaires sont mis en œuvre – reliant les politiques agricoles, alimentaires et commerciales des Etats et de la région.

Dans le cadre du processus de coopération et d'intégration régionales, il s'agit d'agir au niveau régional en se fondant sur le principe de subsidiarité, là où doivent être gérées les interdépendances entre les pays (par exemple : ressources naturelles partagées, commerce intra-régional, conflits transfrontaliers, etc.), là où la coopération autour de problèmes communs permet d'améliorer la réponse entre pays (recherche, systèmes d'information, gestion des risques sanitaires, etc.) et enfin, dans la gestion des relations de la région avec l'extérieur (négociations commerciales, élaboration des normes sociales et environnementales, etc.).

Grâce à l'appui de l'Agence Française de Développement (AFD), la Commission de la CEDEAO a mis en œuvre le « Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Afrique de l'Ouest » (PASANAO), qui a servi d'incubateur au niveau régional de méthodes, pratiques et politiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'expérience acquise et les leçons apprises au cours du PASANAO, synthétisées dans cette plaquette, ont notamment contribué à la définition du « Cadre d'Orientation Stratégique 2025 » de la politique agricole

régionale (ECOWAP).

Sekou SANGARE, Commissaire de la CEDEAO chargé de l'Agriculture, Environnement et Ressources en Eau

LE PROGRAMME D'APPUI À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Pourquoi un tel programme?

Le Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Afrique de l'Ouest (PASANAO) trouve son origine dans les crises alimentaires de 2007-2008 et dans la mobilisation qui s'en est suivie. Il s'inscrit dans une perspective de souveraineté alimentaire au niveau régional et a pour objectif de contribuer à améliorer les capacités des acteurs nationaux et régionaux à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations ouest-africaines. Il prévoit le renforcement des systèmes d'information nationaux et régionaux, l'émergence de politiques régionales contre nouvelles l'insécurité alimentaire et la mise en œuvre d'opérations pilotes innovantes dans une perspective de recherche-action.

Si le besoin d'informations précises et actualisées pour la prévention et gestion des crises alimentaires est reconnu, leur production et accessibilité reste un enjeu majeur en Afrique de l'Ouest.

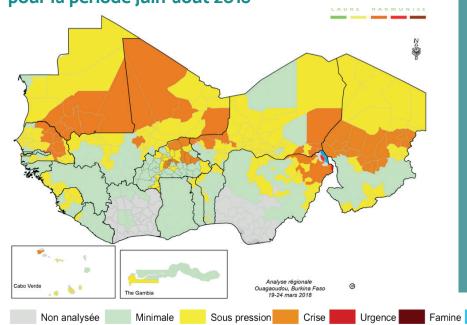
Un objectif central : le renforcement des capacités

Le PASANAO est donc un programme de renforcement des capacités institutionnelles des acteurs nationaux et régionaux ouest-africains, conçu pour permettre l'innovation et la recherche-action, à la fois dans les méthodes de suivi de l'insécurité alimentaire et dans les façons de remédier à celle-ci, au niveau des politiques sectorielles et des actions de terrain.

Ces objectifs s'inscrivent pleinement dans ceux de l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA), agence spécialisée de la CEDEAO dont le mandat est d'assurer l'exécution technique des programmes et plans d'investissement régionaux concourant à l'opérationnalisation de la politique agricole régionale en s'appuyant sur les institutions, organismes et acteurs régionaux disposant de compétences avérées.



Prévision de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest pour la période juin-août 2018



Cette carte a été réalisée en mars 2018 sur la base des informations synthétisées dans le cadre harmonisé à l'échelle régionale. Présentées aux décideurs, ces informations seront cruciales pour planifier la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Un montage institutionnel pour renforcer les compétences de la CEDEAO

Mis en œuvre entre 2013 et 2018 par la CEDEAO et placé sous sa responsabilité politique, le PASANAO, financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et la CEDEAO, a été géré par l'Agence Régionale pour l'Alimentation et l'Agriculture (ARAA). Le PASANAO est le premier programme à avoir été mis en œuvre par cette agence à sa création, et à ce titre, il a contribué au renforcement des capacités de la CEDEAO pour la mise en œuvre de l'ECOWAP.

Le PASANAO est articulé autour de quatre composantes, dont une pour la coordination du programme. La mise en œuvre de la composante 1 a été déléguée au Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS), et le groupement IRAM-Issala-AEDES-LARES a contribué à la définition et au suivi du programme avec l'équipe de l'ARAA.

Le PASANAO en bref

Bénéficiaires : 15 pays de la CEDEAO, et le Tchad et la Mauritanie pour la composante 1

Budget et partenaires:

Agence française de développement (AFD) 10 400 000 € & CEDEAO 1 940 000 €

Période: 2013-2018

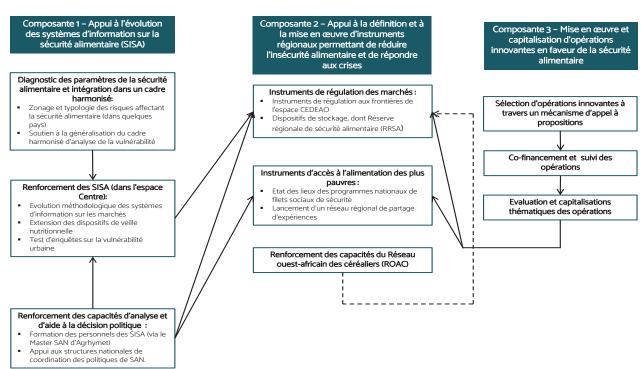
Impact attendu: Amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle des populations ouest-africaines et renforcement des capacités des dispositifs nationaux et régionaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle

Maitrise d'ouvrage : CEDEAO/ARAA

Opérateurs : CILSS (composante 1), Groupement IRAM-Issala-AEDES-LARES



Composantes et logique du programme



DES SYSTÈMES D'INFORMATION POUR FAIRE FACE AUX NOUVEAUX ENJEUX DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Mieux comprendre et gérer l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

La composante 1 du PASANAO, mise en œuvre par le Comité Inter-États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) a favorisé un meilleur suivi de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, en dotant les institutions spécialisées, nationales et régionales, d'outils d'analyse adaptés à la diversification des causes de l'insécurité alimentaire. Trois facteurs de risques sont visés par cette composante :

- La faiblesse et la fluctuation des revenus des ménages.
- Des situations nutritionnelles chroniquement dégradées.
- Les marchés de plus en plus intégrés au niveau régional.

La sous-composante 1.1 a visé à établir un diagnostic des paramètres de la sécurité alimentaire et à les intégrer au Cadre Harmonisé, l'outil régional de synthèse des analyses sur le sujet. Pour cela, des études de typologies des risques en Côte d'Ivoire et au Ghana ont été réalisées, et plusieurs formations ont permis aux cadres nationaux de renforcer leurs capacités pour la mise en œuvre du Cadre Harmonisé. Cette souscomposante a également soutenu les activités du CILSS, notamment la rédaction des rapports sous régionaux sur les résultats des campagnes agricoles et les stocks de produits alimentaires.

La sous-composante 1.2 a eu pour objectif le renforcement et l'adaptation des systèmes

nationaux d'information de la sécurité alimentaire, ainsi que la mise en réseau à l'échelle des bassins de production et d'échanges. Ainsi, des formations sur les systèmes d'information sur les marchés ont été proposées en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Togo. Une étude sur l'intégration de la veille nutritionnelle dans les enquêtes agricoles a également été réalisée (cf. encadré), ainsi qu'une expérimentation d'enquêtes de suivi de la vulnérabilité urbaine (cf. page 6). Le programme a soutenu le lancement du système régional intégré d'information agricole de la CEDEAO, ECOAGRIS -financé, pour l'essentiel, par l'Union européenne.

Enfin, la sous-composante 1.3 a permis de renforcer les capacités d'analyse et d'aide à la décision politique, grâce à la mise en place d'un mastère « Sécurité alimentaire et nutritionnelle » au Centre Régional Agrhymet (CRA) (cf. page 7) et par la formation de cadres nationaux pour la rédaction de notes aux décideurs sur les tendances de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.



Etude : intégration de la nutrition dans les enquêtes agricoles

Menée en 2014, cette étude propose des recommandations pour poursuivre l'intégration des indicateurs nutritionnels dans les enquêtes agricoles, notamment pour l'amélioration de la qualité des données et de leur analyse, le renforcement et l'harmonisation d'indicateurs d'insécurité alimentaire et de consommation/diversité alimentaire.



En détail : Une nouvelle méthodologie pour l'analyse de la vulnérabilité urbaine

Dans le cadre de la composante 1, , le PASANAO a cherché à proposer des méthodes innovantes pour renforcer le suivi de l'insécurité alimentaire. Pour mieux comprendre la faiblesse et les fluctuations des revenus des ménages, de nombreuses études mobilisant l'approche « économie des ménages » (HEA) ont été menées à l'échelle régionale. Cependant, cette démarche était essentiellement limitée aux zones rurales, alors même que dans les pays côtiers, la proportion de la population urbaine approche ou dépasse les 50%.

Le PASANAO a donc expérimenté un dispositif de caractérisation et suivi des revenus des ménages vulnérables en zone urbaine dans les pays du bassin central : Ghana, Côte d'Ivoire et Mali. Dans chaque pays, un quartier de la capitale a été choisi comme zone pilote, avec plusieurs enquêtes pour suivre l'évolution des revenus des ménages.

Quels enseignements de cette expérimentation?

1. La méthodologie HEA a été conçue pour le milieu rural. Il est difficle de la transposer en milieu urbain, car les ménages y sont très pluriactifs, avec des sources de revenus diversifiées, ce qui rend difficile la création de groupes homogènes d'informateurs. De plus, les variations dans les revenus des ménages urbains sont moins importantes – une conséquence de la multiplicité de leurs sources de revenus -, ce qui rend les évolutions plus difficiles à capter dans de manière significative.

- 2. La méthode innovante, fortement qualitative, nécessite des enquêteurs très bien formés, car ils doivent pouvoir apprécier la précision et la cohérence des déclarations des enquêtés.
- 3. La question de l'agrégation des résultats des différents groupes (cf. encadré « Innovations méthodologiques ») pour restituer une vision des tendances globales aux décideurs reste à clarifier.

Vers des observatoires de la vulnérabilité urbaine ?

Une possibilité pour le futur serait le développement en Afrique de l'Ouest d'observatoires urbains sur le modèle des observatoires ruraux de Madagascar, permettant d'assurer le suivi régulier d'un échantillon de ménages pour illustrer une problématique socio-économique particulière.

Innovations méthodologiques:

- ✓ Les groupes d'informateurs sont définis par rapport à leur métier, et non sur un critère de voisinage comme dans les enquêtes HEA classiques, car les occupations des habitants d'un même quartier sont plus diversifiées que celles de voisins en milieu rural.
- ✓ Pour pallier à l'hétérogénéité des personnes déclarant le même métier, on crée trois groupes au sein de chaque métier : nantis/moyens/pauvres. On y ajoute un groupe supplémentaire, les ménages « ultra pauvres », qui dépendent de dons et de mendicité.
- ✓ En complément aux enquêtes par métier, une réflexion est menée sur la définition d'un panier de base pour chaque quartier afin de suivre l'évolution des coûts des denrées essentielles.



En détail : le mastère Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle du Centre Régional Agrhymet

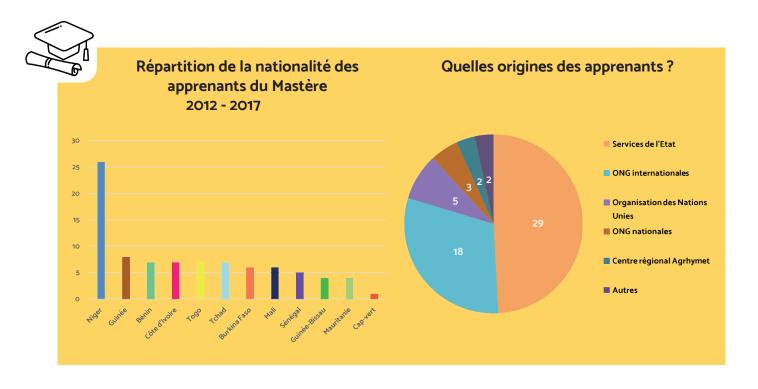
Dans le cadre de la sous-composante 1.3 du PASANAO, un mastère en Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle a été créé au sein du Centre Régional Agrhymet (CRA) à Niamey. Le mastère a contribué, à travers les activités de formation menées par le CILSS, à renforcer l'expertise régionale dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN), nécessaire pour la mise en œuvre de la politique agricole commune.

Les étudiants, en majorité des cadres du secteur public et privé, ont bénéficié de cours dispensés par des experts du CRA et d'institutions de formation ouest-africaines et européennes, ainsi que de voyages d'études dans les pays de la région. Dans le cadre de sa formation, chaque étudiant a réalisé un stage et écrit un mémoire sur un sujet d'intérêt national dans son pays d'origine, permettant ainsi de contribuer directement aux connaissances sur la sécurité alimentaire de la sous-région. Au total, ce sont quatre

promotions, soit 88 élèves qui ont été diplômés, dont 30 femmes.

Quelles pistes pour la pérennisation du mastère?

- 1. La consolidation de cette formation dans le paysage académique régional et international : élargissement et actualisation du curriculum, co-labellisation par des universités du Nord ou du Sud, création d'un doctorat...
- **2.** L'élargissement du public cible : intégration d'étudiants anglophones, cours gratuit en ligne ...
- 3. La sécurisation de financements durables : réduction des coûts de formation (promotions plus grandes, enseignements à distance) et recherche de financements pérennes du secteur public et privé.



DE MEILLEURS POLITIQUES ET INSTRUMENTS RÉGIONAUX POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Une forte interdépendance des États dans un contexte difficile

Les fluctuations des cours des matières premières, exacerbées par les politiques de libéralisation, représentent des risques aux conséquences importantes pour les populations ouest africaines, dans un contexte de forte interdépendance entre les États de la région et d'impact croissant des fluctuations des marchés internationaux. Ce risque prix se combine à une paupérisation croissante d'une proportion importante de la population (en milieu rural comme en milieu urbain).

Pour une meilleure cohérence des politiques agricoles et commerciales

Il apparaît donc nécessaire de mettre en œuvre des mesures de régulation des marchés agricoles et alimentaires au niveau

Policy briefs : le rôle des politiques commerciales dans le maintien de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Pour faciliter le dialogue entre les responsables et institutions en charge des politiques agricoles et des politiques commerciales au sein de la commission de la CEDEAO, l'équipe technique du PASANAO a rédigé plusieurs notes techniques autour d'enjeux concrets, tels que les négociations et impacts du Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO.

régional, en lien avec le Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO adopté en 2013. Pour atteindre cet objectif le PASANAO a favorisé le dialogue entre les acteurs du commerce et de l'agriculture (cf. encadré ci-dessous) et a accompagné la mise en œuvre de la réserve régionale de sécurité alimentaire (cf. page 10). En lien avec le volet « accès à l'alimentation des habitants les plus pauvres » de l'ECOWAP, le PASANAO a également mené un travail d'état des lieux des mécanismes de protection sociale dans la région, en vue de promouvoir un dispositif régional (cf. encadré ci-dessous).

Etude : Appui à la conception d'un dispositif d'échange et de formation régional sur les filets sociaux de sécurité en Afrique de l'Ouest

Comment renforcer la cohérence des interventions en matière de protection sociale ? Après un état des lieux des systèmes de protection sociale nationaux, les auteurs relaient l'idée de la création d'une communauté de pratiques et d'une formation (court terme, long terme, master) sur le sujet, gérées par la CEDEAO plutôt que par des partenaires externes.

Les conclusions de cette étude ont eu un effet levier sur le Programme régional d'appui aux filets sociaux nationaux de sécurité sociale en Afrique de l'Ouest, initié en 2014 par l'ARAA avec l'appui de la Coopération espagnole et de la FAO.



En détail : Études pour la mise en place de la Réserve régionale de sécurité alimentaire

Le **PASANAO** contribué l'opérationnalisation de la réserve régionale de sécurité alimentaire (RRSA), instaurée par l'Acte additionnel (AS/2/02/13) adopté lors de la 42ème session ordinaire de la Conférence des chefs d'États et de Gouvernement de la CEDEAO en février 2013 et qui intègre la RRSA au Traité de la CEDEAO. Il s'agit d'un instrument conçu pour répondre efficacement aux crises alimentaires aux côtés des États et des acteurs socio-professionnels, tout en contribuant à la mise en œuvre de l'ECOWAP/ PDDAA dans une perspective de sécurité et de souveraineté alimentaire régionale.

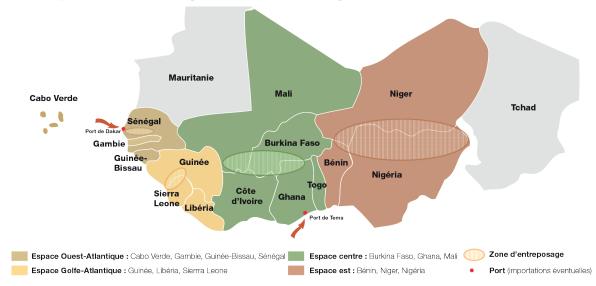
Le programme a ainsi permis la définition de la gouvernance de la RRSA et de sa cellule infostocks, des modalités d'approvisionnement et de déclenchement de la réserve physique, des outils contractuels pour le stockage des vivres ainsi que de la forme et diffusion des produits d'information et d'aide à la décision pour la gestion des achats et des interventions de la Réserve. Une étude sur la mise en œuvre de la composante financière de la réserve a également été réalisée.

Ce soutien, rendu possible par la souplesse de la convention PASANAO, a permis d'appuyer cet instrument crucial pour la sécurité alimentaire ouest-africaine avant le démarrage du projet d'appui au stockage de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest (projet Stocks CEDEAO) financé depuis 2014 par l'Union européenne via la Coopération espagnole (AECID), l'Agence française de développement (AFD) et le CILSS. La mobilisation des cadres des sociétés nationales de stockage a permis de définir des règles de fonctionnement de la RRSA fondées sur les meilleures pratiques de ces institutions nationales de stockage, et de valoriser l'expertise leur réseau, le RESOGEST.

Cartographie des stocks

En complément de ce travail, une étude de cartographie des stocks de proximité a été menée au Niger, Sénégal, Mali, Burkina, Nigéria et Ghana pour mieux connaître la situation régionale et la diversité des types et pratiques de stockage privé.

Les espaces de stockage de la réserve régionale de sécurité alimentaire



DES OPÉRATIONS INNOVANTES POUR EXPÉRIMENTER LOCALEMENT ET CAPITALISER À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

Faire émerger de nouvelles pratiques

Pour gérer prévenir l'insécurité ou alimentaire, il est nécessaire que les acteurs publics ou privés disposent d'outils ou de méthodes appropriées et testées dans les contextes ouest-africains. Pour cela, il faut pouvoir expérimenter de nouvelles modalités d'action, les évaluer et les comparer afin d'en tirer tous les enseignements utiles pour les décideurs. C'est ce que la composante 3 du PASANAO a proposé, à l'aide d'un quichet de subventions allant jusqu'à 250 000 euros pour des opérations innovantes pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest. L'ensemble des subventions représente un montant de 3,9 millions d'euros.

L'objectif de ce guichet a été de permettre l'émergence de solutions innovantes au niveau local, pour apprendre de ces expériences et en partager les résultats au niveau régional avec tous les acteurs des États membres de la CEDEAO. Cette composante a également contribué à renforcer les compétences de l'ARAA pour la sélection, le suivi et l'évaluation de projets dans l'espace régional, en lien direct avec son mandat d'agence d'opérationnalisation de l'ECOWAP.

Appels à propositions

Trois appels à propositions, préparés par l'équipe du PASANAO avec l'appui d'experts techniques, ont été lancés pour le financement d'opérations innovantes - introduisant de nouveaux outils, de nouveaux modes de gouvernance ou de nouvelles approches de ciblage. Quatre grands thèmes ont été retenus.

- **1.** Sécurisation et résilience des systèmes d'activité en milieu rural, recouvrant la sécurisation des systèmes pastoraux et les techniques agricoles résilientes face au changement climatique.
- **2.** Nutrition et alimentation, intégrant la fortification des aliments et les comportements alimentaires.
- **3.** Transformation, stockage et commercialisation des produits agricoles, associant le renforcement des systèmes de crédit, le stockage, la transformation et la commercialisation des produits agricoles.
- **4.** Insertion économique et sociale des jeunes ruraux, intégrant la formation professionnelle, l'insertion et la promotion de l'entrepreneuriat auprès des jeunes ruraux.

Quels enseignements de cette composante?

Pour accompagner l'émergence de nouvelles pratiques et améliorer les orientations des politiques régionales pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, il est nécessaire de combiner l'expérimentation au niveau local avec des processus d'appui à la mise en commun et au partage des leçons avec les décideurs au niveau régional. Si des projets multi-pays permettent l'ouverture de chantiers simultanés dans plusieurs pays et la promotion de pratiques harmonisées, les activités innovantes menées au niveau national permettent de valoriser les initiatives et organismes locaux, porteurs de solutions ancrées dans des contextes d'intervention spécifiques. Par ailleurs, au vu des montants alloués à chaque projet, il était difficile de concevoir des projets multi-pays portés par plusieurs structures nationales.

Pilote de mise en œuvre de la composante « aliment du bétail » de la réserve régionale de sécurité alimentaire



Réseau Billital Maroobé

Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal

Encourager l'adoption de pratiques liées au changement climatique dans la production de céréales au Nigéria



Université fédérale d'agriculture de Abeokuta

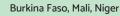


Nigéria

Appui à la capitalisation des pratiques agricoles résilientes portées par les OP



ROPPA



Capitalisation de l'expérience de formation agricole à distance de jeunes ruraux en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Togo)



INADES-Formation Togo

Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo

Capitalisation et diffusion d'un centre incubateur de développement des métiers agricoles pour les jeunes femmes et hommes ruraux



CNCR



Sénégal

Promotion de l'entreprenariat agricole des jeunes ruraux



INRAB



Capitalisation sur un partenariat innovant pour l'accès des petits producteurs au crédit agricole



INADES - Formation Togo



Togo

Partenariat pour le développement de services innovants au sein de la COO-**PEC-RESOOP**



PSI COOPEC



Sénégal

Amélioration de la gestion des stocks de céréales par les producteurs/trices membres de la FEPAB



Oxfam

0

Burkina Faso

Extension de l'expérience en matière de commercialisation des produits agricoles par le warrantage comme stratégie d'amélioration des revenus des producteurs agricoles des filières soja et riz dans la région des plateaux



Union des Agriculteurs de la Région des Plateaux



Togo

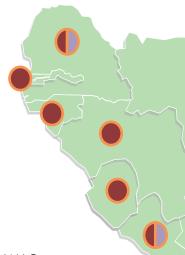
Sécurisation et résilience des systèmes d'activité en milieu rural

Nutrition et alimentation

Transformation, stockage et commercialisation des produits agricoles

Insertion économique et sociale des jeunes ruraux







Opérations soutenues par le PASANAO



Opérations soutenues par le Programme Régional d'Appui aux Filets Sociaux Nationaux de Sécurité Sociale en Afrique de l'Ouest

Mise en place d'un système d'information sur les marchés agricoles



Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Hydraulique



Togo

Intelligence économique au service de la gestion du risque prix dans les filières céréales (mil, sorgho, maïs, riz)



RONGEAD



Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire



En détail : Carte des opérations innovantes mises en œuvre par l'ARAA

Innovations paysannes « fumure organique » et résilience au changement climatique dans les cacaoyères

·<u>Ö</u>.

CIRAD

Côt

Côte d'Ivoire

Capitalisation de l'expérience des acteurs pour le développement de techniques agro écologiques résilientes en Afrique de l'Ouest



AVSF

0

Sénégal, Burkina Faso, Togo

Valorisation paille de canne

·.B.

Laiterie du Berger Sénégal

0

Projet innovant en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Société de transformation alimentaire

Q

Niger

Projet Régional de Fortification et de Valorisation de la Farine de Maïs

<u>.</u>ම්.

Hellen Keller International

Q

Bénin, Burkina Faso, Togo

Label Bio au Faso : développement d'un système participatif de garantie pour les comportements alimentaires et une agriculture résiliente

<u>:</u>

RONGEAD

Burkina Faso

Valorisation des produits locaux pour améliorer les comportements alimentaires dans la Boucle du Mouhoun et favoriser une bonne transition nutritionnelle à Ouagadougou

<u></u>

GRET

Burkina Faso

Système alimentaire durable et lutte contre la malnutrition dans le département de Rufsique

./Ā.

GRDR

Sénégal

Appui à la sécurité alimentaire et à l'amélioration nutritionnelle – Phase 2

·Ā.

Fondation Paul Gérin-Lajoie

0

Bénin

Séchage-stockage de fruits et légumes par l'énergie solaire à la ferme Fakoly (Mali, Sikasso, Bougouni)



ENDA Energie



Mali

Innovations pour le développement d'aliments nutritionnels pour les jeunes enfants et leur mère



GRET

Pénin, Burkina Faso, Mali, Niger

Amélioration des comportements alimentaires en lien avec les produits de manioc à valeur ajoutée



ZOA

Libéria

ENSEIGNEMENTS ET PERSPECTIVES

Des capacités renforcées, de nouveaux projets et une visibilité accrue pour l'ARAA

Le PASANAO, premier projet mis en œuvre par l'ARAA, a fortement contribué au renforcement des capacités institutionnelles de cette agence, notamment par le biais de la mise en œuvre de la composante 3 et des appuis techniques apportés à la Direction exécutive de l'institution. Il a par ailleurs incité d'autres partenaires techniques et financiers à agir : neuf projets de différents bailleurs de fonds sont désormais abrités par l'ARAA. Les appels à projets, véritable première expérience de terrain de la CEDEAO, ont permis une visibilité et un ancrage territorial accrus de la CEDEAO.

Un effet levier des avancées du PASANAO

Les activités de la composante 2 du PASANAO ont eu un effet levier important pour l'action au niveau régional (cf. page 9 et 10), avec par exemple le démarrage plus rapide de la constitution des stocks alimentaires et leur première utilisation pour une opération au Nord-Est du Nigeria. La poursuite des travaux de réflexion sur les mécanismes d'une réserve régionale pour l'alimentation du bétail, ainsi que sur le fonctionnement de la réserve régionale, représentent des perspectives importantes pour la sécurité alimentaire de la région. Par ailleurs, les opérations innovantes ont contribué à la mise en œuvre des PRIA-PRIASAN.

Des besoins d'information toujours d'actualité

Les résultats de la composante 1 invitent à prolonger l'action pour l'appropriation du cadre harmonisé. Il s'agirait d'ouvrir les informations aux données des systèmes d'information associatifs et privés sur les prix et les marchés, de développer de meilleures méthodologies pour l'analyse de la vulnérabilité urbaine et rurale, notamment sur les spécificités des ménages de pasteurs et d'agropasteurs. La pérennisation du mastère Sécurité Alimentaire et Nutrition apparait comme un enjeu fort (cf. page 8).

Les appels à projets : un dispositif adapté aux missions de la CEDEAO et renforçant les capacités institutionnelles de l'ARAA

L'ARAA réplique le dispositif d'appels à projets pour les opérations innovantes de la composante 3 dans plusieurs de ses nouveaux projets. Le renforcement des compétences de l'ARAA mène à une meilleure conduite de ses projets et lui permet de répondre à des appels à projets au niveau international.

La pertinence de la poursuite du processus des appels à projets est largement établie, mais son orientation devra être précisée : l'échelle sous-régionale devrait être privilégiée pour (i) multiplier les expérimentations (projets pilotes innovants) et (ii) développer des projets régionaux sur la base des réussites des projets pilotes.

La poursuite de cette activité pourrait être plus efficace par la mise en place d'un Guichet « Innovations » au sein du Fonds Régional pour l'Agriculture et l'Alimentation (FRAA). Cela nécessiterait un renforcement des moyens de l'ARAA pour une gestion et supervision adéquates de ces processus.

LISTE DES ACRONYMES

AECID Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo - Agence espagnole de coopération

pour le développement

AFD Agence Française de Développement

ARAA Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation

CEDEAO Communauté Economique des États d'Afrique de l'Ouest

CILSS Comité Inter-États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel

CNCR Conseil National de Concertation et de coopération des Ruraux

CRA Centre Régional Agrhymet

ECOWAP Economic Community of West African States' Agricultural Policy - politique agricole commune de la

CEDEAO

FAO Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation

FRAA Fonds Régional pour l'Agriculture et l'Alimentation

HEA Household Economy Approach – approche par l'économie des ménages

IFPRI International Food Policy Research Institute

INRAB Institut National de Recherche Agronomique du Bénin

ONG Organisation Non Gouvernementale

OP Organisation de Producteurs

PASANAO Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Afrique de l'Ouest

PDDAA Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine

PNIA Plan National d'Investissement Agricole
PRIA Plan Régional d'Investissement Agricole

PRIASAN Programme Régional d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

ROAC Réseau Ouest-Africain des Céréaliers

ROPPA Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest

RRSA Réserve Régionale De Sécurité Alimentaire

SAN Sécurité alimentaire et nutritionnelle

SISA Système d'information pour la sécurité alimentaire

TEC Tarif Extérieur Commun

POUR ALLER PLUS LOIN

Sur cette clé USB:

une plateforme avec tous les documents du

PASANAO

Photos: Première de couverture: Collecte des prix sur un marché togolais, ©ARAA 2017.

Quatrième de couverture : Un paysan quinéen, ©IRAM 2007

